

**Union européenne - Yémen -**  
**Conclusions du Conseil -**  
**Communiqué de presse du Conseil**  
**de l'Union européenne**  
(Luxembourg, 25 juin 2018)

Le 25 juin 2018, les ministres des affaires étrangères de l'UE ont discuté des derniers développements intervenus au Yémen avec l'envoyé spécial des Nations unies, Martin Griffiths, qui les a informés sur son plan de paix. Les ministres ont eu un échange de vues sur les efforts actuellement déployés par l'UE, y compris les démarches politiques, en particulier le dialogue régional avec l'Iran axé sur le Yémen, ainsi que l'aide humanitaire et l'aide au développement. Ils se sont penchés sur les manières de renforcer le processus piloté par les Nations unies.

Le Conseil a adopté des conclusions sur le Yémen dans le contexte de la récente intensification des opérations militaires dans le port d'Hodeida et aux alentours, par lequel transitent 70% des importations de denrées alimentaires destinées au Yémen. Plus de 22 millions de personnes, soit 80% de la population du pays, ont besoin d'une protection ou d'une aide humanitaire.

L'UE a rappelé qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit et a insisté sur son soutien sans réserve à Martin Griffiths, l'envoyé spécial des Nations unies, ainsi qu'aux efforts qu'il déploie pour qu'une solution politique inclusive soit trouvée. L'UE continuera de dialoguer avec toutes les parties au conflit et se tient prête à renforcer son action au Yémen, y compris pour ce qui est d'acheminer l'aide humanitaire dans tout le pays et de mobiliser l'aide au développement afin de financer des projets dans des secteurs essentiels.

Le Conseil a souligné que seules des négociations caractérisées par une participation effective de toutes les parties concernées, y compris la société civile, les femmes et les jeunes, peuvent permettre d'assurer une paix durable. L'UE soutient par conséquent les efforts déployés par l'envoyé spécial des Nations unies pour relancer le processus politique, et en particulier son intention de reprendre des négociations politiques sans exclusive dès que possible./.